



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des Procédures Environnementales

N ° 2015-0256

Arrêté préfectoral de mise en demeure Société Titanobel à Moutiers

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 171-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral 1999-219 du 10 septembre 1999 réglementant l'exploitation des installations industrielles de la société TITANOBEL situées au lieu-dit « Bois Saint Martin » sur le territoire de la commune de Moutiers ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/BrD/NW/271-2015 en date du 28 avril 2015 ;

Considérant que la société TITANOBEL à MOUTIERS ne respecte pas les prescriptions fixées aux articles 15 et 89 de l'arrêté préfectoral complémentaire 1999-219 du 10 septembre 1999 susvisé qui prévoient respectivement :

« [...] Le réseau d'eau incendie doit être conforme aux normes et aux réglementations en vigueur. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. » ;

« Deux poteaux incendie, de diamètre 150 mm, disposés en amont et en aval de l'atelier, doivent fournir un débit simultané d'au moins 120 m³/h sous une pression de 5 bars. »

Considérant que la situation dégradée du réseau d'eau destiné à lutter contre un incendie au sein de l'établissement TITANOBEL à MOUTIERS perdure depuis plusieurs années ;

Considérant que les manquements susvisés aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire 1999-219 du 10 septembre 1999 sont de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1 – : Objet et portée du présent arrêté

La société TITANOBEL, dont le siège social est sis à BP 15 – 21270 PONTAILLER-sur-SAONE, est mise en demeure pour la poursuite d'exploitation de ses installations industrielles situées au lieu-dit « Bois Saint Martin » sur le territoire de la commune de MOUTIERS, **dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, de mener des actions correctives appropriées pour que :

- les deux poteaux d'incendie, de diamètre 150 mm, disposés en amont et en aval de l'atelier de fabrication, fournissent un débit simultané d'au moins 120 m³/h sous une pression de 5 bars, **conformément aux dispositions de l'article 89 de l'arrêté préfectoral complémentaire 1999-219 du 10 septembre 1999 ;**
- le réseau d'eau d'incendie réponde aux normes et aux réglementations en vigueur, les installations de protection contre l'incendie soient correctement entretenues et maintenues en bon état de marche et fassent l'objet de vérifications périodiques, **conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral complémentaire 1999-219 du 10 septembre 1999.**

ARTICLE 2 –

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 –

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 -

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Titanobel

et dont une copie sera adressée à :

- M. l'inspecteur des installations classées.

NANCY le 19 MAI 2015

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY